



# 1937|1957

## CRÉATION ET FONDATION

C'EST DANS UN CONTEXTE HISTORIQUE TRÈS PARTICULIER  
QUE L'ENOES TROUVE SES RACINES...

## CONTEXTE HISTORIQUE

Discours de Léon Blum au XXIX<sup>e</sup> congrès  
du parti socialiste, 1932.



Prospectus de 1936.

### Mai 1936, victoire aux élections législatives du Front populaire.

Le Front populaire (coalition de gauche) fut le premier gouvernement de la III<sup>e</sup> République dirigé par un socialiste (Léon Blum). Il initia plusieurs réformes sociales importantes, en opposition au patronat, sur fond de grèves massives et d'occupations d'usines.

C'est donc dans un contexte d'effervescence politique et de débats d'idées que naît la future Enoes.



Une de *l'Humanité*, 4 mai 1936.

## LE CCOP, DES IDÉAUX D'AVANT-GARDE

En juillet 1936, quelques hommes, universitaires, experts, théoriciens fondent le Comité central des organisations professionnelles (CCOP). Ils portent l'idée qu'**entre le libéralisme** marqué par la Grande Dépression de 1929 **et l'hyper-étatisme de l'URSS, il existe une troisième voie**, celle dite de « **l'organisation professionnelle** ».

Pour eux, il faut donner les moyens à chaque profession de s'organiser, de développer des syndicats professionnels, de maîtriser en son sein des relations de collaboration entre salariés et patrons et, enfin, de se doter d'instruments de liaisons interprofessionnels.

Autrement dit, ils prônent ce qu'ils appellent une économie organisée, où l'État reste présent comme régulateur mais dans laquelle le véritable pouvoir est institué au sein de chaque profession.

Ils sont mus par l'idéal corporatiste, un marqueur très fort de la fin des années 1920, début des années 1930<sup>1</sup>.

« [...] le développement du syndicalisme patronal paraît un des caractères les plus nécessaires de l'évolution de l'activité économique, dans les temps présents. »



### AUGUSTE DETOEUF

Président de la section de l'organisation syndicale du CCOP.  
Président du syndicat général de la construction électrique.  
Fondateur d'Alsthom.

### AUGUSTE DETOEUF<sup>2</sup>

Président du conseil du perfectionnement de l'ESOP de 1937 à 1941

Le CCOP (Comité central des organisations professionnelles) était ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui un « think tank ». Beaucoup de grands patrons et de grands intellectuels de l'époque en furent membres.

L'« organisation professionnelle » correspondait pour ses fondateurs, à un « syndicalisme patronal ».

## LES PREMIERS JOURS DE L'ÉCOLE



L'école naît dans les locaux du CCOP au 23 de la rue Chauchat dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Le 16 novembre 1937, pour donner corps à leurs projets, les fondateurs du CCOP décident de créer, avec l'appui moral et financier de la Confédération générale du patronat français (CGPF), « l'École d'application des secrétaires et collaborateurs des syndicats patronaux ».

Celle-ci sera **fondée par M. ROGER-JEAN GAULON**, directeur général du CCOP, et dépendra de la section dite de l'organisation syndicale du CCOP, dirigée par Auguste Detoef.

L'école, connue sous le nom d'École d'organisation professionnelle (**EOP**), sera installée dans les locaux du CCOP 23, rue Chauchat à Paris 9<sup>e</sup>. Les fondateurs se souviennent :

« Quelques chaises boiteuses,  
une estrade en bois blanc et  
beaucoup d'idées et de volonté. »



31, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie,  
16<sup>e</sup> arrondissement, Paris.

La volonté est claire. Il s'agit de **promouvoir un enseignement concret** à destination de deux publics : des étudiants diplômés du juridique ou d'écoles scientifiques, désireux de se consacrer à des tâches d'organisation professionnelle, et des salariés expérimentés dans la direction et le contrôle des organisations, souhaitant renforcer leur culture générale.

L'école ouvre ses portes avec un cycle de conférences hebdomadaires données à 18h15, heure à laquelle les salariés – directeurs d'entreprises, de groupements, cadres des syndicats professionnels et des ententes – peuvent y assister.

**Les intervenants sont de grands dirigeants de syndicats professionnels, des industriels, des hauts fonctionnaires de l'État et des professeurs d'enseignement supérieur.**

L'école grandit rapidement et déménage au 31, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Très vite, les conférences s'entrecroisent avec des cours et des travaux pratiques destinés aux étudiants. L'EOP a mis en place un système de stages à réaliser dans des groupements patronaux afin de donner un caractère pratique à l'enseignement.

À la fin de l'année, l'attribution des diplômes récompense les qualités de pensée, de style, la faculté d'expression, l'ordonnance d'un rapport.

« *Le rapport, la lettre [que le professionnel, diplômé de l'école prépare] pour son président, doivent être tels qu'ils puissent être pris pour bases d'une discussion dans les grandes fédérations... parfois pour thème d'une décision ministérielle. La pensée doit être assez ferme et assez bien expérimentée, pour entraîner la conviction. J'attire l'attention de tous sur ce côté essentiel.* »

AUGUSTE DETOEUF

**En septembre 1939, la très grande majorité des adhérents du CCOP est mobilisée.**

Mobilisation générale, septembre 1939.

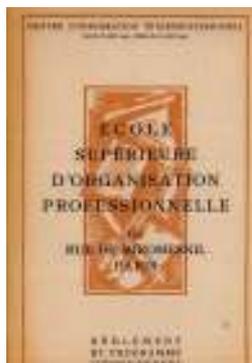


**L'école ferme ses portes.**

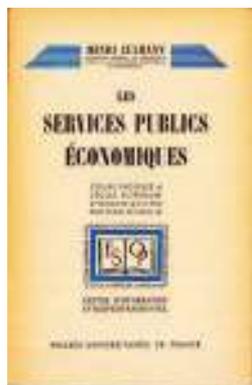
**Elle les rouvrira en novembre 1940 dans un monde bouleversé.**

Plusieurs enseignants et anciens étudiants manqueront à l'appel (cf. Annexe p. 101).

## DE L'EOP À L'ESOP



Règlement et programme de l'ESOP, 1942.



Henri Culmann,  
*Les Services publics économiques*, cours professé à l'ESOP, Paris, Presses universitaires de France, 1943.

En instituant les Comités d'organisation par la loi du 16 août 1940, le régime de Vichy fait de l'organisation professionnelle une pièce maîtresse de sa politique. Les fondateurs du CCOP ont le sentiment d'avoir été pionniers et placent de véritables espoirs dans un renouveau économique.

Toutefois, le CCOP ne répond pas à l'ambition et aux objectifs de Vichy.

En **1941**, le Centre d'information interprofessionnel (CII), situé au 16, rue de Monceau à Paris, reprend la plupart des structures du CCOP dont l'**EOP**. Eu égard à l'évolution contextuelle, celle-ci est **rebaptisée École supérieure d'organisation professionnelle (ESOP)**, et s'installe au 62, rue de Miromesnil où elle se trouve encore aujourd'hui !

La voici désormais chargée de « compléter et adapter les connaissances théoriques et pratiques des candidats aux fonctions de direction d'administration ou de contrôle, dans les comités d'organisation et les organismes professionnels publics et privés ».

Cours et conférences portent alors sur la conduite des entreprises, l'administration des organismes professionnels – publics et privés – et préparent à l'étude de l'organisation économique et du fonctionnement des services de direction et de contrôle.

Sur un plan plus conceptuel, la véritable **mission de l'école** est de **former** des « économistes d'action », à savoir **des économistes de haut niveau**, pas seulement théoriciens mais **très ancrés dans la réalité**, qui seront appelés à de hautes fonctions de direction. **On parlerait sans doute aujourd'hui d'école supérieure de management.**

« *L'économiste d'action réalise le type supérieur de l'économiste, celui dont la destination est d'assumer des fonctions de responsabilité.* »

**Henri CULMANN**  
Directeur de l'organisation professionnelle,  
attaché au ministère de la Production industrielle



**Robert BURON**  
(1910-1973)  
Directeur des travaux pratiques de la production industrielle.  
Diplômé EOP 1938.  
Futur ministre de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République.



**Paul CAUJOLLE**  
(1891-1955)  
Directeur du contrôle comptable.  
Il sera ensuite le premier président de l'Ordre des experts-comptables.

Pour former de tels hommes, l'école s'organise en **deux sections**, celle dite de **production industrielle** et celle de **contrôle comptable**, créée en juillet 1941. Cette répartition correspond aux « caractères d'une organisation professionnelle rationnelle ».

**ROBERT BURON** est le directeur des travaux pratiques de la production industrielle et **PAUL CAUJOLLE**, celui du contrôle comptable.

La création de l'Ordre national des experts-comptables en avril 1942 induit une nouvelle donne.

À la suite de la promulgation de la loi réglementant la profession d'expert-comptable, un décret d'avril 1942 crée un nouveau diplôme d'expert-comptable. L'école adapte sa formation. Le candidat doit passer un examen avec dissertation, soutenir un mémoire d'expertise comptable et suivre cinq ans de stage pratique.

L'organisation des examens et leur préparation relèvent désormais du conseil national de l'Ordre soutenu par les conseils régionaux.

**Seule en France à préparer alors à la profession d'expert-comptable**, la section du contrôle comptable est adoubée par l'Ordre, lequel alloue une subvention à l'école. Une chaire d'expertise comptable voit le jour. Elle est confiée à une autre figure de l'école, Maurice Aydalot, futur premier président de la Cour de cassation.

À partir de 1942, le rôle de la section de contrôle comptable est donc de former les membres du Conseil supérieur de l'Ordre national des experts-comptables, les agents financiers des Comités d'organisation, les directeurs et inspecteurs des Banques populaires (avec lesquelles un accord a été passé), les directeurs comptables et les commissaires de sociétés. Pour ces derniers, les liens étroits avec le ministère ouvrent les portes d'une reconnaissance officielle qui vaut à l'école, dès le 15 octobre **1942**, de figurer sur la liste des **enseignements reconnus par l'État pour exercer les fonctions de commissaires de sociétés**.

L'école est alors rattachée au ministère de la Production industrielle.

## L'ÉCOLE DANS LA GUERRE

PROFIL DES ÉTUDIANTS DU CESOP - Oflag IV D		
	Nombre d'étudiants	Pourcentage
<b>A. Facultés scientifiques :</b>		
École polytechnique.....	30	34%
École centrale des arts et manufactures.....	14	17%
École des arts et métiers.....	21	25%
École des mines.....	12	14%
École nationale supérieure de chimie.....	1	1%
École nationale supérieure de physique et chimie.....	1	1%
École nationale supérieure de mécanique.....	1	1%
École nationale supérieure de génie des machines.....	1	1%
École nationale supérieure de physique et chimie.....	1	1%
École nationale supérieure de physique et chimie.....	1	1%
<b>B. Facultés juridiques :</b>		
H.E.L.....	8	10%
Sciences politiques.....	6	7%
Sciences économiques.....	20	24%
Sciences de la gestion.....	18	22%
<b>C. Facultés diverses :</b>		
	14	17%
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100%</b>

Profil des étudiants du CESOP – Oflag IV D, dans *La formation des techniciens de l'organisation professionnelle*, publié par l'ESOP en 1944, p. 59.

## Les CESOP

En **1941**, avec l'accord du Comité central d'assistance aux prisonniers de guerre, la direction de l'école s'attache à préparer les prisonniers de guerre au rôle qu'ils auront à jouer dans la reconstruction de la France. Il faut agir rapidement et dans les camps de captivité eux-mêmes. La direction de l'école se rend **en Allemagne** pour voir comment envisager la **formation des experts-comptables parmi les prisonniers de guerre**.

**Une première section de l'ESOP**, appelée CESOP (Centre d'études supérieures d'organisation professionnelle), **est mise en place à l'Oflag IV D** (camp des officiers) situé à Elsterhorst en Silésie. Ce camp compte déjà 250 enseignants, des salles d'études, trois facultés, un institut de médecine, un institut agricole et un groupement d'études coloniales. Le niveau des étudiants est très élevé. L'ESOP l'alimente en documents et en livres, rassemblés avec le soutien de la Commission d'aide intellectuelle aux prisonniers de guerre.



La vie dans les baraques de l'Oflag IV D (dessin réalisé par E. Arnaud au cours de sa captivité).

Plus d'une vingtaine de centres de formation, *La formation des techniciens de l'organisation professionnelle*, publié par l'ESOP en 1944, p. 44.

Dès la fin de mars 1942, des Centres rattachés au point de vue pédagogique et administratif à l'École étaient en voie de constitution au stalag I A de Stalback, à l'oflag III C de Lübben, à l'oflag II D de Grossborn, à l'oflag V A de Weinsberg, à l'oflag X B de Nienburg-Weser, à l'oflag X D de Fischbeck, à l'oflag XVII A d'Edelbach, à l'oflag VI A de Soest, à l'oflag VI D de Munster, à l'oflag XII D de Mayence.

Des actions de promotion du métier ont lieu sur place. Elles sont couronnées de succès. L'ESOP ouvrira des sections dans près d'une vingtaine de camps, Oflag (officiers) et Stalag (soldats). En 1943, 563 étudiants déclarent leur intention de s'orienter vers l'expertise comptable. Près de 400 sont inscrits comme stagiaires sur les tableaux de l'Ordre. Dès février, un jury d'examen a été institué pour faire passer les épreuves sur place.

## La vie de l'école

Ainsi l'école traverse-t-elle la guerre, développant sa pédagogie, formant les cadres des comités d'organisation, les commissaires aux comptes, les experts-comptables et toute une myriade de métiers techniques et d'encadrement dont l'économie a alors besoin.

Pour former des promotions rapidement opérationnelles, la scolarité de la section production industrielle a exceptionnellement été réduite à un an et les chaires d'enseignement adaptées.

En 1942, l'école est reconnue par l'État.

Georges LUTFALLA, futur président de l'école, anime une chaire d'économie du risque.

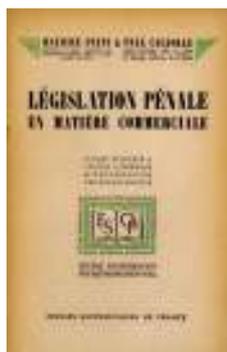
À la demande du secrétaire d'État à l'Économie nationale, l'ESOP est en outre affectée à la formation professionnelle des **statisticiens**. Pour cela elle s'adjoint les services du démographe **ALFRED SAUVY**<sup>3</sup>, lequel contribue à la formation des administrateurs de troisième classe, des élèves administrateurs du service national des statistiques ou des statisticiens à l'OCRPI<sup>4</sup>.



**Alfred SAUVY**  
Statisticien et célèbre démographe.

Parmi les **enseignants de renom** présents à l'ESOP à l'époque, on citera, notamment, l'économiste et journaliste **BERTRAND DE JOUVENEL** et les professeurs de droit **HENRY LAUFENBURGER** et **MAURICE PATIN**.

Maurice Patin et Paul Caujolle,  
*Législation pénale en matière commerciale*, cours professé à l'ESOP, Paris, Presses universitaires de France, 1943.



Portrait de Maurice Patin, président de la Cour de Cassation (Musée Carnavalet, Paris).

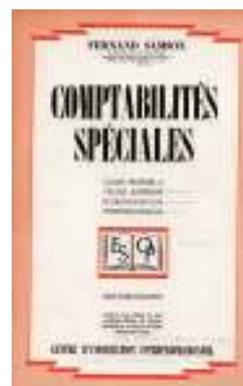
Mais également :



*Le droit était enseigné par Maurice Aydalot. Léonce Cator, professeur de l'enseignement technique, était professeur de comptabilité. M. Turc, le chef de la législation fiscale, enseignait la fiscalité. Il est devenu secrétaire général de l'Ordre. Il y avait également Fernand Samson pour les mathématiques financières et Germain Brulliard, un avocat, qui nous enseignait la procédure civile et commerciale. »* **ANDRÉ REYDEL**

À cette époque, l'ESOP publia un nombre important d'ouvrages qui font référence et que l'on trouve encore dans les bibliothèques du monde entier.

Bertrand de Jouvenel,  
*L'Économie mondiale au  
XX<sup>e</sup> siècle*, cours professé  
à l'ESOP, Paris, Presses  
universitaires de France, 1944.



Ferdinand Samson,  
*Comptabilités spéciales*, cours  
professé à l'ESOP, Paris,  
Presses universitaires de  
France, 1944.

Nombreux sont les journaux d'alors à faire connaître l'activité de l'école notamment en publiant les extraits de cours ou des comptes rendus de conférences (cf. Annexe p. 100). L'école est bien atypique pour l'époque!

Extrait d'un article signé  
Pierre Malo, paru dans  
le journal *Le Matin* du  
11 août 1943.

« DES ÉLÈVES PLUS AGÉS QUE LEURS PROFESSEURS  
sur les bancs de l'École supérieure  
d'organisation professionnelle,  
où des polytechniciens, des ingénieurs, un professeur d'économie, un  
directeur de banque suivent les cours de production industrielle et  
de comptabilité. »

« En 1942, j'avais déjà travaillé quatre ans en entreprise et passé des examens comptables à l'école commerciale. Les cours se déroulaient tous les soirs, de 18 heures à 20 heures, ainsi que les samedis, toute la journée. Nous étions des promotions d'une petite trentaine, et nos études étaient d'un seul tenant. Il y avait le préliminaire, puis le stage et le final. »

ANDRÉ REYDEL

## Résistance et Libération

Dans cette période complexe, l'école réunit des personnalités multiples, sympathisantes ou opposées au régime de Vichy, germanophobes pour certaines, collaboratrices ou résistantes.

Robert Buron, enseignant dès 1938, directeur des travaux pratiques et futur président témoigne :

« *J'ai pu être camelot du Roy à quinze ans, démocrate populaire à 28, résistant à 32, député MRP à 35 et ministre par la suite.* »

ROBERT BURON

Robert Buron est, pendant la guerre, membre de l'Organisation civile et militaire (OCM), un mouvement de résistance patronal très actif, dont le responsable de la propagande est Jacques Rebeyrol, un de ses proches amis. **L'ESOP est alors, pour le mouvement, un lieu et un vivier d'échanges et de rencontres.**

« *C'était l'époque curieuse, où l'école, inféodée aux ordres de Vichy, régie par des militants de la foi officielle de l'époque, comptait en son sein une majorité de résistants qui se rencontraient là plus facilement qu'ailleurs. Avec Jacques Rebeyrol, mon vieil ami, avec l'ami Gabriel Ferrier et quelques autres nous complotions dans les couloirs. C'était pour l'OCM un lieu de rencontre aisé et c'est ce qui a permis à l'école, à la Libération, d'être prise en main par le corps des professeurs résistants, très simplement, facilement et sympathiquement.* »

ROBERT BURON



**Libération de Paris.**  
**« Pas d'examen oral  
ce jour-là ! »**

« *J'ai passé l'examen du préliminaire le 6 juin 1944,  
jour du débarquement des Alliés à Paris. Bien sûr,  
cela perturbait le déroulement des épreuves et  
nous n'avons pas passé d'oral ! »*

**ANDRÉ REYDEL**

## APRÈS-GUERRE : L'ENoes



**GEORGES LUTFALLA**

Président de l'Enoes  
de 1945 à 1964.  
PDG des compagnies  
d'assurance La Nationale  
– Risques divers et  
– Réassurances.



**GABRIEL FERRIER**

Président de l'Association  
des anciens élèves, 1952.  
Directeur des éditions du  
CERF.

Avec quelques autres très actifs – Jean Cambournac, Georges Lutfalla, Gaël Fain, Jean-Philippe Dubois, Bernard Chenot et Gabriel Ferrier notamment, tous anciens élèves ou enseignants – **ROBERT BURON réorganise l'école.**

Par arrêté du 27 janvier **1945** du ministre de la Production industrielle, l'école a tourné la page des organisations professionnelles et s'appelle désormais École nationale d'organisation économique et sociale (**Enoes**).

Elle est rattachée au ministère de l'Économie nationale. Georges Lutfalla, alors PDG des compagnies d'assurance La Nationale et membre du Conseil économique, en prend la présidence.

Perpétuellement active dans sa volonté de forger des cadres et techniciens de l'économie, l'Enoes dispose depuis 1943 d'une association d'anciens. Le groupe des experts-comptables s'y montre particulièrement actif. À travers conférences, réunions et participation à la gestion syndicale de la profession, les jeunes experts mènent d'ardentes campagnes de défense de la profession et de sa promotion.

« *Notre association est ouverte à tous les diplômés de l'Enoes. Bien que nos formations d'origine soient extrêmement variées [...] et que nous ayons suivi à l'Enoes des sections d'enseignement spécialisées, nous y avons tous été conduits par le même désir d'étendre nos connaissances. Nous sommes réunis par cet état d'esprit que nous avons conservé et par ce souci commun du perfectionnement personnel qui continue à nous animer.* »

**GABRIEL FERRIER**

## 1948, L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS



En 1948, l'école traverse une phase particulièrement délicate. **La dissolution du Centre national d'information économique - CNIE** (précédemment Centre d'information interprofessionnel-CII), qui la chapeautait depuis 1941, **implique la disparition de l'Enoes**.

Une solution d'urgence s'impose.

Le 29 novembre **1948**, **GEORGES LUTFALLA crée l'association de gestion de l'Enoes** et Robert Buron, alors secrétaire d'État aux Affaires économiques, signe l'arrêté qui promulgue la dévolution du titre et des biens de l'école du CNIE à l'association de gestion de l'Enoes (cf. Annexes p. 96 à 98).

L'école poursuivra sa route !

**La voici indépendante, et reprenant les biens du CNIE, dont le bail du 62, rue de Miromesnil Paris 8<sup>e</sup>, où l'école se trouve encore aujourd'hui.**

L'association de gestion est composée de quarante-cinq membres reflétant parfaitement l'esprit dans lequel l'école a été créée : ce sont des professeurs, des anciens de l'école ou des personnalités qualifiées en raison de leur activité scientifique ou pratique en matière d'enseignement économique ou social.

Certains d'entre eux siègent dans les différents organes de l'école tels que le comité directeur ou le conseil des études.

« [...] j'ai créé une association de la loi de 1901 réunissant un nombre limité de professeurs, des anciens élèves et quelques personnalités susceptibles d'apporter un concours précieux à l'école – tout spécialement des membres de l'Institut d'études politiques [...] deux [administrateurs] devant être notre ami Jean Cambournac et M. Bernard Chenot (maître des requêtes au Conseil d'État). »

Courrier de GEORGES LUTFALLA à ANTOINE DE TAVERNOST, ancien membre du CCOP, 30 novembre 1948

## LES ANNÉES 1950, UNE « NOUVELLE » ENOES

En tant qu'établissement d'enseignement libre, l'Enoes ne peut prétendre au qualificatif de national, réservé aux institutions d'État. En 1953, il lui faut changer de nom. **Enoes signifiera désormais École nouvelle (et non plus nationale) d'organisation économique et sociale** (cf. Annexe p. 99).



*Nouvelle, l'école l'était, dans son inspiration même.  
L'effort que l'École libre des sciences politiques avait entrepris pour que les étudiants... fussent enseignés par des hommes d'action, [...] l'Enoes le transposait au profit d'élèves déjà engagés dans le monde des affaires et soucieux d'acquérir des techniques nouvelles par un effort supplémentaire...  
L'Enoes offrait à des élèves plus mûrs [...] une occasion de réfléchir sur leur métier et d'ouvrir de nouveaux horizons dans leur carrière. »*



**BERNARD CHENOT**  
de l'Institut.  
Membre du Comité directeur  
de l'Enoes.  
Membre du Conseil  
constitutionnel, conseiller  
d'État, ancien ministre.

**BERNARD CHENOT**  
*Revue des deux mondes,*  
août 1987



Publicité pour l'Enoes parue dans la presse, 1945.

## LES BASES DU GROUPE ENOES SONT POSÉES

L'Enoes vit, **après guerre, une période d'effervescence permanente**. Dans un souci d'être au plus près des réalités économiques, **l'Enoes ouvrira de nombreuses sections**. Entre l'enseignement à distance et l'enseignement sur place, elle forme de 600 à 1200 élèves dans les différents niveaux et l'excellence de ses formations lui vaut un fort pourcentage de réussite.

De très loin, la section de contrôle comptable, adoubee par l'Ordre des experts-comptables, est la plus importante : elle compte 1039 élèves en 1948.

L'économie appliquée (ex-production industrielle), qui a été la base motrice de l'Enoes, ne forme que 62 élèves. Il faut ajouter à cela deux autres sections, celle des transports (ouverte en 1945) et celle de la Mutualité agricole avec 102 élèves.

Toutes les sections n'auront pas le même succès. C'est en 1957 que l'association de gestion de l'Enoes acquiert la forme qu'elle conservera, avec trois centres d'études : celui des experts-comptables et commissaires aux comptes, l'EST (École supérieure des transports) et le Centre de perfectionnement aux fonctions du personnel (CPFP), future Enoes RH (créée en lien avec l'Association nationale des directeurs et chefs de personnel - ANDCP en 1956).

**Une école indépendante, au statut associatif, dirigée depuis 1945 par GEORGES LUTFALLA, entouré d'autres fondateurs eux aussi très attachés à l'Enoes**, Roger-Jean Gaulon, les ministres Robert Buron et Bernard Chenot, Jean Cambournac, Gaël Fain et Gabriel Ferrier notamment.

L'école compte **3 sections (comptabilité, ressources humaines et transport)** – dont celle de la comptabilité est la principale –, plus de 1000 étudiants, de forts taux de réussite, une **réputation d'excellence et des liens étroits avec les professions de l'expertise comptable et du commissariat aux comptes, des ressources humaines et du transport**.